AVRIL 1978

ARLEQUIN - MAI 1977

(extrait d'un bilan fait à la demande de la Municipalité sur le quartier de l'Arlequin de la Villeneuve de Grenoble et réalisé par : Joël CHAPRON, Jean-Philippe MOTTE, Jean-François PARENT, Christian DUPRE, Marie-Noëlle MERCY, Jo MECKLER, Huguette HOLLARD, Denis REQUILLART, Ewa RADWAN.

LES EQUIPEMENTS

1- Les objectifs de départ

Ce que l'on appelle le "projet Villeneuve"- et qui trouve son expression la plus précise dans la charte proposée aux professionnels, ainsi que dans certains textes complémentaires de la première équipe d'éducation et d'animation - se caractérise avant tout par le refus d'accepter la ségrégation, urbaine, scolaire, culturelle, sociale (c'est-à-dire les diverses formes d'une même ségrégation sociale comme un phénomène inéluctable et la volonté de lutter contre les inégalités qui en découlent.

Les équipements de l'Arlequin, dès leur conception, entrent dans ce projet. Ils ne constituent pas un secteur autonome mais s'inscrivent dans une action globale contre les'' inégalités, chaque activité ou lieu spécifique participant d'une mission plus large dont les modalités sont définies en commun.

Dans cette action, l'enfance et la jeunesse apparaissent, prioritaires (cf. la place que leur accorde la charte). Mais cela correspond à la fois aux caractéristiques plus générales de l'action socio-éducative grenobloise et l''importance de l'apport Education nationale au sein du CEPASC.

Cependant, ces priorités s'inscrivent dans une perspective plus longue, d'éducation permanente qui, au-delà d'une simple formation d'adultes tend au rattrapage de certaines inégalités dans la formation initiale (scolaire et extra scolaire). La priorité à l'enfance et à la jeunesse est ainsi relié au quartier comme unité de vie et aux adultes (complémentarité) des formation, éducation permanente).

On a beaucoup parlé, à propos de la Villeneuve de continuité éducative et de décloisonnement, jusqu'à les ériger en principes. En fait, dans les objectifs de départ, la continuité entre les périodes d'apprentissage et de formation; la perspective d'éducation permanente, la perméabilité du scolaire au non-scolaire et les décloisonnements (entre professionnels, entre institutions et entre usagers) sont présentés comme des facteurs d'efficacité dans la lutte contre les inégalités.

Dans cet esprit,les professionnels (éducateurs, animateurs, enseignants,travailleurs sociaux) se voient assigner une mission globale, par opposition à l'habituelle sectorisation de leur travail.Toujours dans cette perspective d'éducation permanente, les actions engagées dans les divers secteurs doivent être stimulées et épaulées par l'initiative des usagers. Or les traditionnelles associations de quartiers ou d'usagers sont jugées par trop stéréotypées par les promoteurs du projet. Les professionnels sont donc mandatés pour favoriser eux l'initiative des habitants,déterminante pour la vie collective.

Le décloisonnement devait, à l'origine, s'imposer également aux institutions et aux administrations, dont on sait qu' elles sont à la fois déterminantes et la plupart du temps insaisissables sur le terrain,, du moins comme , interlocuteurs engagés dans le fonctionnement d'équipement de quartier. La structure des équipements intégrés devait permettre leur implication responsable et concertée avec la collectivité locale et les habitants.

2- Description et fonctionnement.

Pour traduire dans les faits ces objectifs, un des moyens utilisés à l'Arlequin consiste à regrouper des professionnels et des budgets, et, dans un mettre lieu, des fonctions habituellement séparées (école et maison de l'enfance, CES et Maison de quartier) de manière à opérer aussi bien le déclo isonnement des publics que celui des institutions ou des professionnels). Les territoires ne sont plus forcément réservés, à un seul usage (utilisation de sa lles de classe comme salles de réunion le soir, ouverture de la cantine scolaire aux adultes, etc..) ,. mais deviennent plus ou moins polyval ents . Enfin les équipements sont étroitement imbriqués aux circulations du quartier pour s'y intégrer au maximum.

La Maison de quartier abrite à la fois un CES, une Médiathèque de quartier comprenant le Centre documentaire du CES, un Centre social, l'antenne des services techniques, municipaux, une fonction accueil, un self-service,une antenne mairie, des salles de réunion et de spectacles (150 et 600 places), des ateliers divers, un studio de télévision, un centre de formation continue et un centre d'économie familiale.

Cinq écoles primaires et maternelles (plus leurs maisons de l'enfance), deux complexes sportifs, une piscine, des locaux appropriés par les adolescents, deux crèches, trois jardins d'enfants, une halte-garderie, et un centre, de santé sont par ailleurs répartis dans la galerie.

Dix "unités fonctionnelles" (et un pool de gestion) se partagent les divers secteurs de l'action socio-éducative :

Le CES, regroupant avec la SES 430 élèves (354 au CES,expérimentaI, et 76 en SES, non-expérimentale).Le CES proprement dît jouit d'un statut expérimental qui lui vaut des moyens supplémentaires (effectifs, nombre de postes, heures de concertation, etc..)

Les maisons des enfants, regroupant cinq écoles primaires et cinq maternelles couplées et parfois installées dans les mêmes locaux. Elles sont elles aussi expérimentales mais n'ont que très peu de moyens de fonctionnement supplémentaires.

Le Centre de formation continue, regroupant 400 stagiaires, en grande partie dans les locaus du CES. Constitué d'enseigents titulaires ou vacataires (GRETA-SUD ISERE ou AEPASC), il anime un certain, nombre de cycles d'alphabétisation (et de formation de base, pour les femmes et les hommes immigrés), de formations destinées aux femmes qui désirent reprendre le travail ou aux femmes chefs de famille, de préformation pour les jeunes du quartier notamment (formation générale et préparation à l'AFPA ou à un apprentissage) et de formation diverses à la demande (anglais, dactylo, etc . . .) Ce secteur est très dépendant de moyens financiers (d'Etat) facilement remis en question.

L'Animation Jeunes regroupe une équipe d'animateurs et d'éducateurs de prévention qui effectuent un travail en milieu ouvert auprès des jeunes les plus délaissés (maghrébins surtout), tant dans le domaine des loisirs, qu'en ce qui concerne la recherche d'une formation ou d'un travail, la participation à la vie du quartier, les relations avec la famille ou les diverses institutions (aide sociale, police, justice, etc.)

Les maisons de l'enfance regroupent les équipements du même nom (cinq au départ, trois actuellement) dont elles assurent l'animation et la gestion (surtout en direction des 5-8 ans) et ont en même temps à charge le travail en milieu scolaire et l'animation plus informelle auprès des 9-13 ans et des pré-adolescents.

L'unité sports gère les diverses activités et installations sportives de ['Arlequin, tant pour l'Education physique et sportive dans les écoles, que pour la pratique des sports de loisirs (jeunes et adultes).

L'AER (Animation/expression/réalisation)/ Maison de quartier assure à la fois le fonctionnement de cet équipement, la bonne marche des ateliers bois, poterie, tissage et sérigraphie, et l'animation de quartier dont les formes sont très variables.

La Médiathèque regroupé le Centre documentaire du CES, une bibliothèque municipale adultes, une discothèque et une bibliothèque (municipale) enfants.

Le centre de ressources audio-visuelles constitue une part du travail amorcé par Vidéogazette, notamment l'action menée en milieu scolaire.

L'action sociale regroupe les interventions de divers personnels et équipements : assistantes sociales polyvalentes de secteur, assistantes et animatrices personnes âgées,conseillère d'économie familiale et sociale, agent de quartier (aide sociale légale), divers personnels petite enfance (crèches familiales et collectives, jardins d'enfants) et personnes âgées (deux foyers-logements de personnes âgées sont implantés dans le quartier). On peut rattacher également à ce secteur les assistantes de santé scolaire.

130 enfants de moins de deux ans dans les structures réservées à cet âge (soit 1/3 de la population de moins de deux ans dans le quartier)

environ 1800 enfants en écoles primaires ou maternelles
450 élèves au CES et à la SES
400 stagiaires à la formation continue
plus de 900 usagers dans les divers ateliers
400 inscrits è la discothèque
600 à la Bibliothèque adulte
1200 â la Bibliothèque enfants
300 enfants fréquentent les maisons de l'enfance en période scolaire
200 en période de vacances
150 préadolescents touchés par l'animation "préado"
50 à 150 jeunes maghrébins touchés par l'animation jeunes
200 usagers à l'économie familiale

environ 50000 entrées/an dans les équipements sportifs (en majorité en temps scolaire)
60000 repas/an au self de la Maison du Quartier
100 manifestations par an en salle 600 (environ 5000 personnes)
1000 réunions par an à la Maison du quartier et en salle 150.

le bilan est impressionnant en soi. Il traduit bien la vitalité d'un quartier de 8000 habitants. Mais il est réussi le produit d'un effort exceptionnel dans l'équipement de ce quartier.Quel autre secteur de Grenoble ou d'ailleurs bénéficie d'une telle capacité d'action des professionnels,au vu de leur nombre et des budgets qu'ils gèrent.

Trois questions restent posées :

1 - Le jeu en vaut-il la chandelle ? Autrement dit,faut-il continuer une politique d'action socio-éducative aussi coûteuse (rapporté à 8000 habitants) ou vaut-il mieux trouver d'autres voies où les usagers prennent une part plus importante et plus militante ?

2 - Des besoins sont encore mal satisfaits dans ce quartier. Mais la relative absence d'équipements pour la petite enfance a suscité ici, de la part d'habitants, des réponses qui ne manquent pas d'intérêt (crèche du 60 ...) Faut-il systématiquement répondre aux besoins exprimés par la construction d'équipements, en sachant qu'il faut citer,parmi les éléments d'insatisfaction exprimés (outre la petite enfance) :l'inadaptatîon de locaux utilisables par la formation continue, l'absence de possibilité d'utiliser une base de plein air proche, de locaux permettant une activité bruyante, de bureaux appropriables par des associations, de locaux de rencontres ouverts

le dimanche, le peu d'activités structurées pour les enfants et l'inadaptation des horaires de certains lieux ou activités.

3 - Quel public vise-t-on en priorité. L'éventail des publics touchés par l'animation est assez étendu.Mais il laisse subsister de fortes zones d'ombre : travailleurs, immigrés (en dehors de la formation continue) ; jeunes (plus présents ou participants) ; population ouvrière (peu représentée, du moins en ce qui concerne les adultes).

Le gros du public des divers équipements est celui qu'on retrouve en général dans toute structure éducative ou socio-culturelle : essentiellement la petite bourgeoisie (surtout ses éléments actifs), et les militants. Il faut toutefois noter une évolution de l'activité de ce type de public.

Les débuts de l'Arlequin ont été marqués par le foisonnement d'initiatives d'habitants plus ou moins militants accueillants dans les groupes les plus divers (en fait selon les problèmes de l'heure)des habitants ordinairement peu mêlés à la vie sociale. C'est un peu l'âge d'or "villageois" de l'Arlequin, où quelques professionnels préfigurant le CEPASC travaillent à l'accueil des nouveaux habitants,avec les moyens du bord et à partir des locaux provisoires(quelques écoles et appartements). La structure professionnelle n'existe pas encore, l'infrastructure d'équipements est très incomplète (il manque le plus gros : La Maison du quartier), et de nombreux bénévoles se dégagent chez les habitants et participent à l'animation. C'est, entre autres, ce qui aboutira au travail autour des m2 sociaux ou du Bar-bu.

L'ouverture des équipements plus lourds, en même temps que la mise en service du reste du quartier amène un changement d'échelle qui se traduit par une embauche très importante de professionnels (notamment parmi les habitants actifs des débuts) unité par unité et avec des statuts très différents, et la constitution du CEPASC qui regroupe désormais l'ensemble des équipements (sauf le Bar-bu et la Maison médicale) et l'ensemble des équipes.

Il est certain que la qualité des matériels, la présence de nombreux animateurs spécialisés, le faible coût des activités pour les usagers, le large éventail des horaires d'ouverture, la taille et la polyvalence de certains lieux,ajoutés à l'usure normale,en vitesse de croisière,de l'action et de la capacité d'initiative des habitants,contribuent à la constitution de "services" (au sens de services publics) qui trouvent rapidement leur propre rationalité, plutôt qu'au maintien du caractère très ouvert de l'animation des débuts.En fait, la place demeure pour des actions souples d'animation dans les domaines les plus divers,mais le fonctionnement des différents équipements, est de plus en plus marqué par le poids des unités les plus homogènes, les mieux définies et les plus organisées.Ainsi le CES, et en règle générale, les écoles de l'Arlequin, ont-elles eu très vite un fonctionnement quasi autonome par rapport au reste du CEPASC.

On peut dire, à partir de là,que les équipements vivent d' abord au rythme des principaux services publics qu'ils abritent Les maisons des enfants,regroupant écoles,maisons de l'enfance et parfois jardins d'enfants, vivent avant tout au rythme sco¬ laire. Les gymnases et la piscine également,le public adulte étant nettement minoritaire dans leur utilisation. La Maison du quartier surtout manifeste clairement cette tendance com¬ me beaucoup d'équipements gérés par des professionnels. Ou¬ verts de 8 h à 19 h 30 à chacun (et jusqu'à minuit aux seules réunions) sauf le dimanche,elle cumule le fonctionnement de services publics (CES, Médiathèque, Centre Social, Sports, services municipaux) qui ont conservé généralement les horai¬ res qu'ils ont ailleurs) et une ouverture, plus vaste au plan de son éventail horaire, et surtout plus informelle (informa¬ tion, rencontre, accueil, permanences, animations, etc...)

Or, l'unité AER-Maison de quartier se retrouve seule pour gérer à la fois la bonne marche de l'équipement et l'anima¬ tion de quartier. L'histoire du CEPASC montre que le fonc¬ tionnement de la maison passe généralement avant tout ce qui concerne une animation plus souple et informelle.

3 -Polyvalence et intégration

On touche là aux limites de la polyvalence des locaux. Les coûts d'entretien et de fonctionnement ne sont pas sensible¬ ment plus élevés que dans des locaux classiques juxtaposés mais les conflits sur le partage et l'appropriation des ter¬ ritoires sont plus nombreux et "coûtent"- un temps de concer¬ tation important.Sans négliger le prix de certaines nuisances (bruit,rangement et entretien des salles de classe après les réunions, etc.) qui appellent des moyens, supplémentaires .

Mais le regroupement de divers secteurs au sein d'équipe¬ ments intégrés a surtout pour intérêt de favoriser des ac¬ tions menées en commun par différentes unités, au sein de l'organisme de coordination et de concertation qu'est le CEPASC. De nombreux professionnels estiment qu'il s'agit là de l'aspect le plus spécifique de leur action sur le quar¬ tier.

L'intégration a été pensée de manière assez idéaliste au dé- part pour que le découpage du CEPASC en sept;unités fonction¬ nelles (action sociale, maisons des enfants, formation des adolescents, formation continue, sports, médiathèque et ani¬ mation-expression-réalisation), éclate rapidement : sous les coups de la réalité : " la "formation des adolescents" s'est séparée au CES et animation-jeunes, l'audio-visuel est sorti de l'AER; les maisons de l'enfance ont pris leur autonomie une unité "Maison de quartier" s'est créée de toutes pièces avant de fusionner avec l'AER. Parmi les causes de cet écla- tement, il faut mettre le partage des espaces, qui a accru les différences d'attitudes éducatives.

Il semble qu'actuellement l'intégration soit vécue sous un autre mode, plus modeste et réaliste. Des actions communes se mènent entre unités, suivant les besoins (audio-visuel ou AER/écoles, médiathèque/écoles, Animation-jeunes/Maison de quartier, etc.) Mais on constate également dans la plupart des unités une volonté de plus en plus marquée de conduire une politique éducative et sociale cohérente sur l'ensemble du quartier (prévention,soutien aux plus défavorisés,action

en faveur des jeunes, etc.). Il est bien évident que cette volonté n'est pas aussi forte partout et l'on pourrait distinguer des unités qui profitent de l'intégration (CES notamment) et des unités qui donnent plus qu'elles ne reçoivent en retour ou sont davantage vécues comme "prestataires de services".

Cette relative cohérence naît du dialogue, de la confrontation d'opinions, voire des interpellations des uns et des autres, mais surtout de la pratique commune sur certains terrains (camp par exemple, ou animations)Les actions (sorties, camps etc.) menées ensemble par des enseignants, des animateurs jeunes, des sportifs et des formateurs en formation continue, conduisent peu à peu les uns et les autres à nuancer leurs positions trop tranchées. De même le travail en commun entre la formation continue et l'animation jeunes, appuyé sur l'AER et l'action sociale, est fondamental. L'intérêt que l'animation jeunes porte aujourd'hui à la Maison de quartier, montre aussi que certains besoins exprimés par les jeunes sont désormais mieux pris en compte.

Dans l'ensemble, ce sont les jeunes et les enfants qui sont les plus grands bénéficiaires de l'intégration des équipements et des actions socio-éducatives , que ce soit dans les structures scolaires ou dans le temps de loisirs.Ceci rejoint en fait l'un des objectifs prioritaires assignés dès le départ au CEPASC.

Si la polyvalence des locaux s'avère économiquement relativement "rentable" (sauf les nuisances et difficultés nées de l'absence - parfois - d'aménagements supplémentaires trop coûteux), l'intégration, elle, est à coup sûr coûteuse en nombre de personnes, en moyens, nécessaires et en temps de concertation. La volonté initiale de faire fonctionner cinq maisons de l'enfance au sein des écoles primaires a conduit les élus à affecter des locaux, des moyens et surtout des animateurs en nombre beaucoup plus important que dans les autres quartiers, même si l'attitude actuelle va dans le sens d'une réduction (ce qui montre d'ailleurs, l'impossibilité de faire plus avec moins de moyens alors que chacun sait qu'il faudrait faire plus). Il est certain que l'idée même d'intégration amène dans un premier temps à gonfler la structure d'animation et d'éducation et à trouver des moyens supplémentaires. Ce qui pose très vite le problème du professionnalisme (problème général en France, mais exacerbé ici).

4 Le professionnalisme.

L'apport des professionnels est en général apprécié des habitants. Mais une interrogation plane depuis les débuts de l'Arlequîn sur le poids et le rôle d'un tel corps de professionnels à l'échelle d'un seul quartier. L'essentiel n'est sans doute pas une question du poids financier (sinon par rapport aux moyens dont disposent d'autres quartiers), mais dans l'ajustement aux objectifs.

En fait, le "péché originel" tient dans la rapidité de mise en place des professionnels dès l'ouverture des équipements, et en devançant l'expression des habitants dans la plupart des cas. Du coup, le dispositif unité par unité a trouvé sa propre rationalité qui le fait échapper en partie au contrôle nécessaire de la collectivité. De plus, le fonctionnement

même de cet ensemble de professionnels coûte un temps non prévu au départ, et il se fait donc forcément aux dépends - partiellement - des usagers, mais aussi des élus mobilisés davantage comme employeurs que comme politiques (ce qui tient à la structure d'éducation et d'animation choisie).

Ceci explique que se soit trouvée favorisée rapidement une pratique de consommation de services, qui, au lieu de dévelop¬per l'initiative des habitants, a eu tendance à créer des trans¬ferts de responsabilité (par exemple se décharger des enfants toute la journée.)Il faut noter depuis une volonté de contrecar¬rer cette pratique.

De même, la méfiance de départ envers les associations tradi¬tionnelles a conduit le pouvoir politique à utiliser la média¬tion des professionnels pour aider à l'expression directe des habitants et usagers d'équipements, sans, que leur soit précisé suffisamment nettement jusqu'où cette expression pouvait mener (association des usagers à la gestion des tâches d'animation ? des budgets ? des équipements ? du personnel ?). C'est ce qui a contribué à créer des réseaux de relations privilégiés vite vécus comme des écrans entre les élus et les habitants, ou visant selon les cas à arrondir les situations (d'où un effet fréquemment démobilisateur).

Le nombre important de professionnels a amené à la constitution progressive, notamment au sein de l'AEPASC, d'un groupe de pression qui s'est peu à peu organisé, en privilégiant quelque peu ses revendications corporatives.Ce qui ne peut que renfor¬cer la main-mise des professionnels sur l'animation.

Ces situations ont provoqué - et provoquent encore - la méfian¬ce des usagers qui se refusent à s'associer de trop près au pouvoir politique dans les négociations, de manière à éviter d'être mêlés à la gestion du personnel.

N'ayant pas (revu les problèmes que cela poserait - et en l'ab¬sence au plan national et local, d'un statut possible pour le personnel d'animation, Les élus ont dû investir un temps consi-dérable pour résoudre les problèmes que connaît tout employeur, mais qui sont en général plus ou moins occultés, dans le sec-teur de l'animation (dispersion des personnels, faible mili-tance syndicale, etc.).

La conséquence la plus importante est sans conteste la diffi¬culté à organiser le pouvoir des usagers sur les équipements de leur quartier.Mais la non-résolution partielle des problè¬mes d'employeurs bloque d'autres démarches auxquelles les usa¬gers pourraient s'associer. D'autre part, les réductions d'ef-fectifs opérées par les élus (estimant que certaines missions n'étaient pas remplies correctement, et pour répondre à un souci d'égalité plus grande avec les autres quartiers), n'ont guère provoqué, jusqu'à maintenant, de prise en charge plus im¬portante par les habitants, mais plus souvent des fermetures totales ou partielles d'équipement, que les usagers imputent à la Ville de Grenoble (atelier-affiches, maisons de l'enfance labo-photo, vidéo-gazette, médiathèque un temps).

5 - l'initiative des usagers

Seuls les élus membres du Conseil d'Administration de l'AEPASC (association loi 1901 employant les personnels qui n'entrent pas dans le cadre des administrations) ont jusqu'à maintenant effectué les grands choix de politique d'animation et géré les moyens nécessaires (embauche et débauche, vote des crédits, etc.)

.../..

Si l'intervention des habitants a été active au départ - et si cette activité continue en partie maintenant dans des proportions beaucoup plus restreintes autour notamment de l'animation de quartier - elle s'est surtout cantonnée dans le domaine de l'animation depuis deux ou trois ans à l'expression de revendications sur le fonctionnement ou la gestion de tel ou tel équipement. Au hasard des remises en cause ou des fermetures (atelier-affiches, photo,médiathèque, etc.) des comités d'usagers se constituent en groupes de pression avec un succès plus ou moins grand. Il faut toutefois souligner que l'initiative des habitants,parce qu'elle n'était pas limitée à la gestion d'équipements, a pu s'investir ailleurs (santé,logement etc..)alors que la structure d'animation de par sa lourdeur, s'est cantonnée dans la gestion de son domaine propre.

Peu de secteurs favorisent, on l'a vu, une gestion où les usagers seraient associés. Des comités d'usagers existent, notamment autour des ateliers, mais leur activité n'a jamais été débordante et elle ne peut déboucher sur une politique globale.On assiste par contre dans certains cas à une prise en charge des nouveaux par les anciens puisque la présence des animateurs ne permet pas de couvrir le large éventail des horaires d'ouverture.

On peut constater également qu'après l'échec de plusieurs tentatives pour créer une association de gestion de l'AER-Maîson de quartier, de petits groupes quasi-permanents subsistent, qui investissent dans l'animation du quartier mais sans envisager pour l'instant de revendiquer un pouvoir de gestion de l'unité.

6 - L'Etat et la collectivité locale

On le voit, la ville est nettement prépondérante en ce qui concerne les choix politiques et budgétaires. Le poids des administrations d'Etat est pourtant très réel, mais leur désengagement manifeste (et même leur absence d'engagement autre que financier) vaut à la Municipalité d'être considérée partîquement comme le seul pouvoir politique et financier de l'Arlequin.

Les objectifs de la Ville (refus de la ségrégation, livraison d'un quartier équipé, etc..) ont conduit les élus à pré-financer la quasi-totalité des réalisations, en fonction de normes plus proches des besoins réels que les normes officielles et en essayant de forcer les administrations à se décloisonner et à s'impliquer dans le fonctionnement. L'Etat,plus ou moins séduit dans un premier temps par une possible économie d'investissement (intégration des équipements entre eux) a tout d'abord toléré - sans s'y mouiller - l'expérience (1968-1972) Mais il a rapidement réalisé le surcoût de fonctionnement et les fondements politiques du projet. D'où une mauvaise volonté évidente depuis quelques années pour poursuivre l'expérimentation pédagogique (ou en donnant les moyens) ou continuer d'assurer sa part dans la télédistribution.

Dans les faits, le décloisonnement intervenu au niveau des professionnels n'a pas été suivi au niveau institutionnel (Etat) Les budgets, en particulier, restent nettement séparés.C'est donc sur la Ville que repose le financement de toutes les activités non répertoriées par les administrations (sauf financements conjoncturels de type DATAR).. C'est également sur la collectivité locale que s'appuie toute la coordination.

Il apparaît clairement que la Ville est finalement garante des orientations (qu'elle a fait admettre aux administrations au départ), mais non des ressources, si non des siennes propres. L'Etat tend à se contenter désormais de mettre à disposition du CEPASC ses personnels habituels, le reste des initiatives devant venir de la Ville et être financé par elle. C'est ce désengagement qui provoque aujourd'hui les conflits entre l'Etat d'une part, la Ville et les habitants d'autre part.

LES EQUIPEMENTS

Annexe 1

Les moyens disponibles dans le quartier : 1977

PERSONNEL (toutes fonctions : animation, gestion, entretien, fonctionnement, enseignement, action sociale et médicale)

Ville :	: 183 (dont 17 mi-temps)	(B.A.S. : 42
		(Services techniques : 42
		(Adm.gestion : 23
		(écoles : 48
		(Médiathèque : 6
		(Animation : 22
AEPASC	: 47 (dont 21 mi-temps	
E.N.	: 163 (dont 13 mi-temps	
Jeunesse et Sports: 6		
CODASE : 2		
CAF : 5		
DDASS : 9		
232 (+40 à la Maison médicale)		

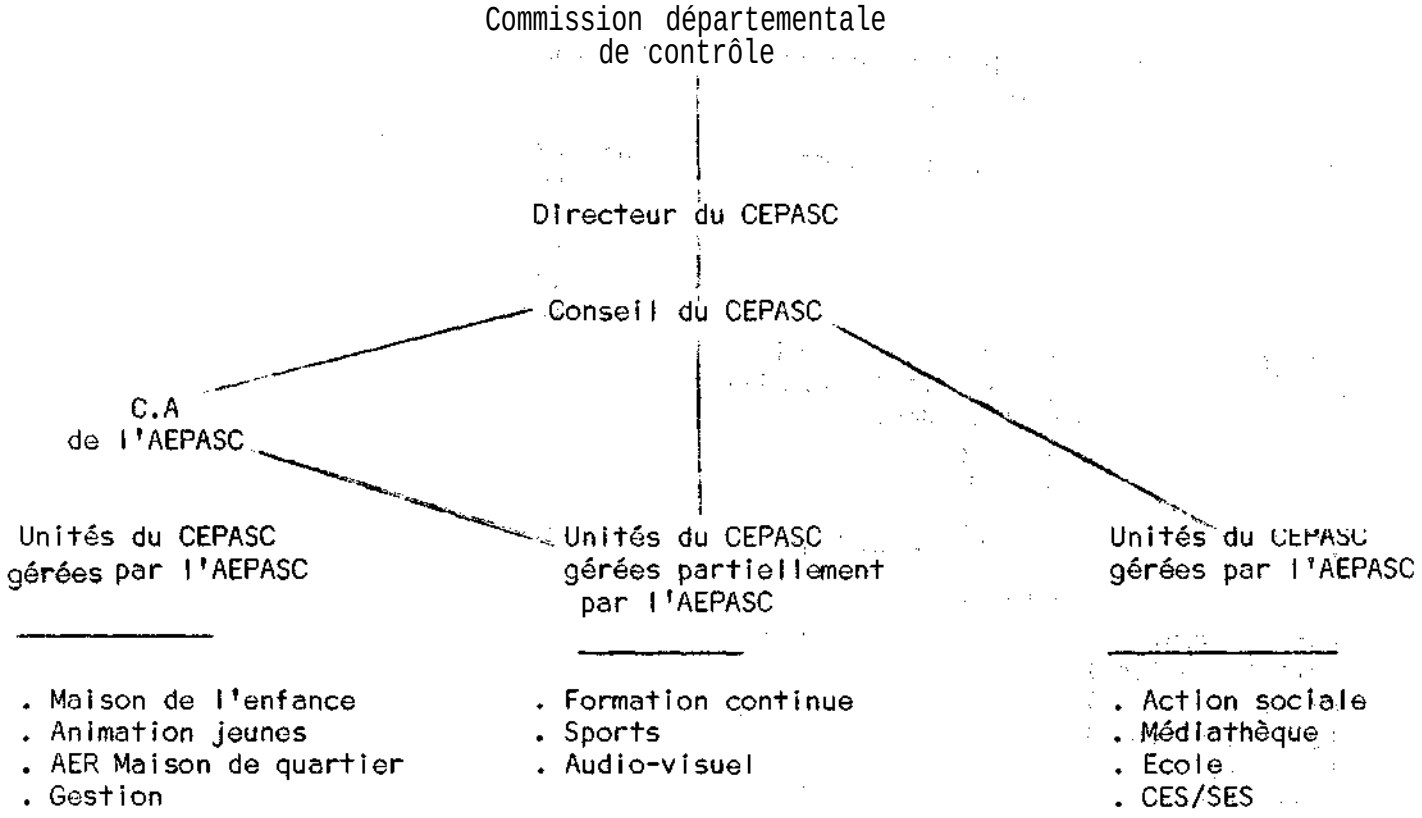
PERSONNEL - Ventilation par fonction -

Enseignement	: 211
Administration)	: 211
Gestion)	
Fonctionnement)	: 60
Entretien)	
Animation	: 71
Action sociale et médicale (sauf Maison médicale) : 73	
415	415

FINANCEMENT

CODASE	: 40 000 F	
Jeunesse et Sports	: 70 000 F	
Usagers	: 1 198 000 F	
CAF	: 95 000 F	
DDASS	: 44 000 F	
E.N.	: : 357 000 F	(non compris les salaires des personnels)
Affaires culturelles	: 400 000 F	
Personnel Ville	: 3 376 000 F	
Subvention Ville	: 4 700 000 F	
Personnel AEPASC financé par la Ville	: 2 300 000 F	
	12 580 000 F	

ANNEXE 2 : La structure du CEPASC



LA VIE ASSOCIATIVE

L'Arlequin se caractérise depuis le départ par l'importance de sa vie collective. De multiples initiatives continuent depuis 5 ans à susciter des actions, des réflexions, des débats, des conflits. Que ce soit sur Lip, le Chili, la santé, le logement, tel ou tel équipement, la fête du quartier ou l'écologie, le millier de réunions annuelles qu'abrite la Maison de quartier témoigne à lui seul de la vitalité de ce quartier ou tout au moins de l'importance de sa population militante et active.

Cependant, le "spontanéisme" des débuts, qui ne touchait pas que des intellectuels ou des militants, a eu tendance au fil des ans à s'user et à faire place à une "réunionite" qui dégoûte beaucoup de bonnes volontés, au profit surtout des militants politiques ou de quartier. On note actuellement une certaine tendance à une plus grande structuration des groupes, même si un certain état d'esprit latent dans le quartier s'oppose toujours d'une manière ou d'une autre à toute forme trop durable d'organisation.

Tout au long de ces cinq ans, la vie associative reste marquée à la fois par les caractéristiques du milieu social de l'Arlequin et par les attitudes qui ont prévalu à l'origine chez les promoteurs du quartier.

1. Un milieu social hétérogène et complexe

Par la diversité des groupes sociaux qui y habitent et leur poids respectif dans la vie sociale du quartier par l'hétérogénéité des modes de vie et les idéologies qu'on y rencontre, l'Arlequin constitue un milieu complexe et relativement spécifique dans l'agglomération grenobloise.

On sent d'un côté une aspiration à de nouvelles formes de vie sociale : accroissement indiscutable des relations sociales, de la vie de voisinage; existence d'une réelle entr'aide ; permissivité latente qui permet aux marginaux de se sentir moins rejetés tout en bénéficiant des services du quartier (femmes chefs de famille par exemple) ; tolérance relative à l'égard du comportement de certains jeunes, etc. A cette aspiration et à ces comportements correspondent certaines initiatives qui se font jour dans divers domaines de la vie du quartier, sans qu'elles donnent lieu à une organisation structurée (fêtes de montée ou de quartiers, actions communes entre habitants et professionnels auprès des jeunes ou des personees âgées, travail autour des m2 sociaux, groupes femmes, etc.).

En même temps, les réticences demeurent fortes face à ces recherches et à ces tentatives de renouvellement des relations sociales. La délinquance, qui atteint les mêmes proportions que dans d'autres quartiers analogues de Grenoble, une certaine inquiétude sur l'attitude des institutions quelques phénomènes désormais classiques (drogue, prostitution), la dégradation du cadre de vie et le racisme rentré imprègnent le "vécu" du quartier et tendent à favoriser le repli sur soi et l'isolement. L'augmentation du chômage risque d'accentuer ce phénomène. Enfin l'anonymat et la solitude des grands ensembles demeurent le lot d'un certain nombre de personnes.

Ce que l'on pourrait appeler "l'esprit Villeneuve" à savoir le mélange instable d'aspiration - parfois de pratique - communautaire, de tolérance relative vis-à-vis des comportements marginaux et d'une certaine remise en cause idéologique et politique de la société, est surtout sensible dans la petite bourgeoisie qui domine la vie collective de l'Arlequin. S'il contribue au rejet du système de valeurs de notre société -comme, d'autre part, chez les Maghrébins, au rejet des valeurs arables traditionnelles - il ne le remplace pas par un autre système idéologique.

Le poids d'une morale est ici peut-être moins lourd qu'ailleurs, mais plus grande est sans doute la difficulté, notamment pour les jeunes de se situer et de trouver des règles de conduite (d'autant plus dans un contexte de chômage et de marginalisation). Dans ce domaine, l'Arlequin joue le rôle d'une caisse de résonnance où les questions et les recherches qui secouent l'ensemble de la société se posent et retentissent plus fortement qu'ailleurs.

2 - Attitudes de départ

En lançant les "commissions Villeneuve", les élus de Grenoble avaient voulu il y a six ans éviter la prise en mains par les associations constituées d'un débat amorcé sur la vie sociale et l'animation de quartier. On sait que cette attitude leur a valu l'hostilité de certains de ces "corps intermédiaires".

Ce choix a sans doute permis d'aller dans un sens plus novateur pour ce qui touche à la définition d'objectifs éducatifs et d'équipements nécessaires. Mais il s'est révélé être une erreur sur deux points :

- éviter les corps intermédiaires ne favorise pas pour autant la démocratie directe, sinon celle que pratiquent de toutes façons les militants des "classes moyennes" et surtout les enseignants, animateurs et éducateurs. Ce qui laisse de côté le gros de la population ;

- enlever la parole aux associations revient aussi à se couper d'une expérience importante et d'acquis précieux qui auraient pu éviter certaines erreurs de programmation ou de directions à prendre. A vouloir éviter les discours stéréotypés on en vient aussi à oublier certaines évidences.

Les conséquences se sentent encore nettement dans le quartier :

- la vie associative (au sens des associations constituées) est relativement réduite et dévalorisée par l'activité de groupes plus spontanés et relativement informels ;

- la constitution d'un corps de professionnels ayant pour mission globale de favoriser la vie collective dans le quartier fait obstacle dans certains cas au dialogue direct entre, habitants et pouvoirs, comme à la prise en charge par les usagers de tel ou tel secteur de la vie quotidienne ;

- la présence importante des élus dans le quartier, leur prépondérance par rapport aux autres pouvoirs (administrations, etc.), leur souci d'intervenir sur le terrain de la gestion autant sinon plus que sur celui du débat et de l'explication des choix politiques,, ont longtemps rendu dificile toute délégation véritable de pouvoir et de responsabilité.

Ainsi l'attitude de départ de la Municipalité et la constitution du CEPASC ont écarté rapidement les usagers, organisés ou non, groupés de façon informelle ou structurés en associations, des véritables décisions concernant la vie de leur quartier. Le CEPASC est une machine beaucoup trop lourde pour que qui que ce soit se risque à la gérer (du côté habitants). Le professionnalisme décourage en même temps les bénévoles. Enfin l'attitude des élus - recherchent à la fois une certaine démocratie directe et constentant en même temps la représentativité des groupes ou individus qui tenaient d'y prendre un quelconque pouvoir - a contribué à décourager nombre de militants de quartier (notamment dans le domaine de l'expression et de l'animation)

3 - Aujourd'hui

L'essentiel des groupes qui se constituent dans le quartier le font autour

d'un objet bien délimité (logement, santé, animation, carnaval, parc, atelier, affiches, Portugal, etc.). Ils ne se préoccupent pas tellement, en général, d'élargir leur action aux autres domaines de la vie du quartier, de la ville ou du pays; ni de se structurer de manière durable. Par contre, les associations constituées, dont la démarche est souvent inverse, embrayant plus difficilement sur un type d'action précise et éprouvent plus de mal à s'implanter pronfondement.

Les causes de cette situation sont multiples. Plusieurs ont été déjà indiquées précédemment : hétérogénéité de la population. (l'expression d'un groupe dominant bloque celle d'autres groupes ;difficulté d'être représentatif) école de création des équipements sans les associations, constituées; forte présence des professionnels, laissant peu de place, à la prise en charge directe par les habitants, sauf quelques cas d'espèces (Association d'entr'aide familiale par exemple) : absence de lieux facilement appropriables.

Cependant, depuis environ 18 mois, un infléchissement se dessine dans la vie associative, dû notamment au changement d'attitude du pouvoir municipal. Celui-ci, par l'intermédiaire des élus plus particulièrement chargés des affaires de la Villeveuve cherche à favoriser le développement, d'association qui soient interlocutrices des divers pouvoirs et d'abord de lui-même. D'où un dialogue plus, systématique avec les deux associations ASF et Cornec, Jugées chacune dans leur domaine comme les plus représentatives et en tout cas, les seules organisées de manière durable. La création d'une association de résidents ne peut que renforcer cette possibilité de dialogue (ce qui n'exclut certes pas les conflits...)

Dans le même temps, l'extrême-gauche, présente dans le quartier dès l'origine, réussit dans certaines occasions avec l'aide de militants de quartiers déçus par la politique municipale, à cristalliser un courant d'opposition. C'est le cas notamment de la grève des loyers qui vient de se terminer.

4 Les perspectives .

Il est sans doute important de ne pas écraser, en voulant favoriser une vie associative plus classique, les aspects nouveaux (novateurs ?) d'une vie sociale et associative plus informelle. Constituer en interlocuteurs quasi exclusifs les associations dûment patentées reviendrait à se couper d'un certain nombre d'initiatives qui ne sont pas toutes négligeables ou non-représentatives.

Dans la même ligne, il importe pour les élus de ne pas l'user, prématurément les militants des associations les plus structurées en leur demandant systématiquement de prendre en charge tous les problèmes. Il faut sans doute les interpeler chaque fois que cela est possible, mais sans les enfermer pour autant dans une problématique gestionnaire, dont ils risquent de ne pas se relever.

Par contre, il est a coup sûr important de donner au maximun de groupes et d'associations les moyens de leur expression (locaux, budget, moyens d'expression, etc.) et les moyens d'un contrôle sur l'animation et de la vie du quartier, qui devraient les amener à la longue à prendre effectivement en charge l'ensemble des problèmes et de la vie de leur quartier.

Mais l'initiative des usagers dépasse largement le seul cadre des équipements , de l'école ou de l'animation. Le fait même qu'aucune structure de gestion de l'animation ne soit ouverte aux habitants a aussi permis aux plus militants d'entre eux d'investir dans d'autres domaines (santé, logement, etc.) En même temps, le mode de mise en place des équipements, le rôle des professionnels, mais surtout le découpage fonctionnel en unités ont favorisé une relative autonomie des équipements par rapport à la vie du quartier. Or, le mode de perception des usagers n'est pas, lui, découpé en unités fonctionnelles. Le terme même de "maison du quartier" dans la bouche des habitants désigne (quand ils le connaissent) quelque chose qui dépasse largement l'unité AER-Maison de quartier.

Il importe donc de retrouver la possibilité d'une perception globale de la politique d'éducation et d'animation, et plus largement de l'ensemble de **la vie du quartier.**

Un pouvoir politique décentralisé, accompagné de la nécessaire décentralisation des services municipaux peut, s'il ne se réduit pas aux jeux de la "politique", prendre en compte globalement les éléments d'une action socio-éducative - en tout cas de façon plus démocratique que les traditionnelles structures de participation des usagers - et d'en contrôler la gestion et les réajustements nécessaires. Un tel pouvoir peut réellement forcer les administrations à s'impliquer concrètement sur le terrain. Un tel pouvoir peut faire aboutir réellement les revendications des usagers et faire en sorte que leur parole soit (enfin ?) efficace. A condition toutefois qu'on leur en rende les moyens (locaux,budget,moyens de production et de diffusion d'informations)

Ce n'est pas pour autant qu'il faille écarter des usagers intéressés particulièrement à la vie de tel ou tel secteur (Comité d'usagers de la bibliothèque par exemple) qui investissent dans une certaine mesure dans la gestion mais surtout dans la définition de la politique à mener dans le domaine qui les intéresse. On retrouverait là, tout ce qui peut avoir de positif l'action menée dans d'autres quartiers au sein d'un Conseil d'Administration de MJC ou de Centre social. Sans compter ce que cela peut représenter comme formation à l'action collective.

A côté de cela, il reste de la place (et des habitants) pour une action de type communautaire, associant professionnels et bénévoles dans une œuvre commune plus limités dans son objet (Intervention en milieu scolaire, animation du quartier, action dans les maisons de l'enfance,collectif de prévention, etc.). Nombre de professionnels en parlent comme d'une nécessité. Des habitants sont prêts à tenter quelque chose ou y travaillent concrètement depuis longtemps. On rejoint là un des objectifs de départ, l'initiative des habitants n'étant pas recherchée pour elle-même, mais bien plus comme condition et garantie de l'ouverture et du décloisonnement recherchés pour l'action socio-éducative (en ne limitant pas cette dernière à la seule animation des loisirs ou à la seule gestion d'équipements.)

La perspective d'éducation permanente doit se comprendre comme l'adhésion et l'association de toute une population à la lutte engagée contre les inégalités.

Ce type d'action doit sans doute être menée à une échelle plus réduite.NE faut-il pas repenser en partie l'animation (notamment) en termes de voisinage, autour des locaux collectifs de coursive ou de montée et des écoles, plutôt que de construire uniquement une politique -beaucoup plus rigide - à l'échelle de l'ensemble du quartier ?

Parmi les moyens à mettre en oeuvre, il faut sans doute envisager l'invention d'un "temps civique rémunéré". Des adultes pourraient dégager dans la journée - même s'ils travaillent - des moments de participation active aux activités de l'école et de l'animation, et au fonctionnement des associations de quartier. Ce qui permettrait en même temps de limiter le développement d'un appareil autonome d'éducation et d'animation, et le poids des professionnels.

Il s'agit là d'étendre à tout le domaine socio-éducatif et à la vie associative la revendication avancée pour les parents d'élèves par la Fédération Cornec (décharge sur le temps de travail pour permettre l'Intervention des parents dans l'école).C'est sans doute un levier à affiner pour ouvrir véritablement l'action socio-éducative aux réalités et asseoir pour de bon la perspective d'éducation permanente citée plus haut.Sans se leurrer sur l'appartenance sociale de la population militante,ni sur les changements sociaux nécessaires pour permettre effectivement à tous de prendre leur part à la vie du quartier.